

5.1.18 Turquie : l'université et la recherche sacrifiées sur l'autel de la répression

Par Selin Kaya, correspondante à Istanbul du Courrier des Balkans

Depuis la tentative de coup d'État de juillet 2016, les purges ont touché 148 000 fonctionnaires, dont près de 6 000 à l'Université. Tous les établissements liés au mouvement Gülen ont été fermés, leurs enseignants limogés et souvent traînés en justice, tout comme beaucoup de signataires de l'Appel des universitaires pour la paix. Subsiste-t-il encore des espaces de liberté dans la recherche ? Une pensée critique peut-elle encore trouver refuge à l'Université ?

Le 5 décembre dernier, Ceren Sözeri, maître de conférences au Département de Communication de l'Université de Galatasaray, s'est déplacée jusqu'au tribunal de Çağlayan, à Istanbul, malgré le froid hivernal. Comme de nombreux collègues, responsables politiques et militants·e·s, elle avait tenu à apporter son soutien aux premiers signataires de la pétition des Universitaires pour la paix à comparaître devant la justice. Également signataire de cet appel, elle passera elle-même devant le juge le 8 mars prochain, mais contrairement à la plupart des universitaires signataires, elle n'a pas été renvoyée de son Université et continue, pour le moment, à assurer ses cours.

Elle dresse un bilan inquiétant de l'état des universités du pays depuis les renvois massifs qui ont touché des milliers d'universitaires par décrets-lois successifs (les Kanun Hükmünde Kararname, KHK) : « face aux pressions croissantes et à l'isolement du monde universitaire en Turquie, de nombreux collègues font le choix de partir à l'étranger », reconnaît-elle.

Comme en témoignent les rapports du Groupe international pour les libertés dans l'enseignement et la recherche en Turquie (GIT), créé en 2011, les libertés académiques n'avaient jamais été complètement acquises, mais la situation s'est considérablement dégradée depuis le putsch raté du 15 juillet 2016. « Si ça continue ainsi, il sera de moins en moins possible de faire de la recherche. Les universités deviendront des coquilles vides, de simples prolongements du lycée. On s'en rend compte quand on regarde le profil de celles et ceux qui sont partis. Ce sont essentiellement des gens qui sont dans l'opposition et critiques face au pouvoir. Symboliquement, cela signifie que l'on éloigne l'esprit critique de l'Université. L'enseignement supérieur n'a plus aucun sens », estime Ceren Sözeri.

La conjoncture politique détermine en effet souvent la marge de manœuvre des chercheurs· dans le choix de leur sujet, tout particulièrement en sciences humaines et sociales. Il existe cependant, comme l'explique Ayşe, jeune doctorante en sociologie, des îlots de résistance bien identifiés dans le monde universitaire. Les étudiant·e·s qui souhaitent travailler sur des sujets socialement et politiquement tabous s'orientent souvent vers les universités connues pour leur degré d'ouverture et choisissent leur directrice ou directeur de thèse en fonction de leur sensibilité politique. Ayşe travaille elle-même sur une question sensible en Turquie, celle du génocide des Arménien·ne·s de 1915. Elle explique comment il est possible, grâce à certaines stratégies de contournement, de travailler sur le sujet souhaité : « si vous voulez travailler sur un sujet comme celui-là, vous ne pouvez pas le faire dans n'importe quelle université (...)

Comme vous devez envoyer votre projet de thèse à l'Organisme de gestion de l'enseignement supérieur (YÖK), vous ne pouvez pas utiliser le mot 'génocide', mais plutôt celui de 'catastrophe'. (...) Il y a de petites tactiques à mettre en place ».

Bien qu'Ayşe n'ait pas rencontré de problèmes au cours de son travail de recherche, elle a d'emblée renoncé à déposer une candidature de bourse de doctorat auprès du Tübitak, l'organisme de gestion de la recherche, équivalent turc du CNRS français : « Je n'aurais jamais pu avoir de bourse du Tübitak. Il m'aurait fallu réécrire mon sujet ».

La recherche sous surveillance

Les doctorant·e·s ne sont pas les seul·e·s à devoir anticiper les sensibilités idéologiques de cet organisme national qui chapeaute la recherche. Mehmet G., professeur de sociologie et chercheur reconnu, a enseigné dans les meilleures universités du pays. Il a également travaillé pour le Tübitak, où il participait à la réalisation et à l'évaluation de projets de recherche. Il assure n'avoir jamais subi de pressions à l'époque concernant ses choix et orientations scientifiques, mais il a eu de mauvaises expériences l'année dernière avec ce même organisme. Il a subi un chantage à peine déguisé pour exclure de son équipe de recherche les doctorant·e·s qui auraient soutenu le mouvement des universitaires pour la paix sous peine de se voir retirer son budget de recherche : « Nous n'avons pas pu faire de déclaration publique car tous les fonds auraient été coupés. Seules quelques personnes courageuses ont osé dénoncer ce type de pratiques (...) Les administrations sont souvent plus royalistes que le roi. Les gens ont peur ».

L'intensité de l'actualité politique tend à masquer les remaniements profonds actuellement en cours dans l'enseignement supérieur. Il ne fait pourtant aucun doute qu'ils auront des conséquences à long terme sur la performance et le prestige des universités turques.